



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 2526

Texte de la question

OPA DE MITTAL SUR ARCELOR

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin, pour le groupe socialiste.

M. Philippe Martin. Permettez-moi de dire à M. Copé qu'avant de critiquer la gestion des collectivités locales, il ferait bien de veiller à ce que l'État s'acquitte d'abord de ses dettes plutôt que de transformer chaque jour davantage ces collectivités en payeurs généraux d'un État non seulement défaillant, mais également revanchard ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Ma question était censée s'adresser à M. le Premier ministre, qui n'est pas là, mais je crois à la force des idées et je suis sûr que mes paroles l'atteindront.

À plusieurs reprises au cours de ces dernières semaines, nous l'avons interrogé sur l'OPA hostile du groupe Mittal sur Arcelor. À chaque fois, malgré la justesse des questions posées par mes collègues, il ne nous a répondu ni précisément ni personnellement, et cela ne sera pas différent aujourd'hui.

Tout occupé à imposer à notre jeunesse une précarité sans fin, le Premier ministre a laissé le soin à ses ministres d'opposer des réponses politiciennes à des questions industrielles. L'absence de politique industrielle de ce gouvernement explique sans doute cet embarras et cette discrétion.

Comme le Premier ministre, j'ai fait un rêve, celui qu'il cesse de s'abriter derrière le passé des autres pour justifier des échecs qui sont bien les siens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*) Il faudra bien en effet qu'il réponde à ces dizaines de milliers de salariés, ballottés par des déclarations si maladroites et si contradictoires que l'on en vient à se demander si le Premier ministre est toujours aussi opposé au succès de cette OPA que le prétendait ici même, le 1er février dernier, le ministre délégué à l'industrie.

En réalité, ni le Premier ministre ni son gouvernement ne semblent avoir de prise sur le cours des événements. Non seulement l'État ne peut rien, mais, pis, il ne tente rien ! Ma question est donc simple. A quoi bon brandir à tout bout de champ l'étendard du " patriotisme économique " si c'est pour hisser, à la première escarmouche, au premier combat, le drapeau blanc de la capitulation industrielle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député Martin, avec ce que vous nous avez laissé, nous avons du travail, ça c'est sûr ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Mais le travail ne nous fait pas peur.

Je vous rappelle qu'Arcelor est un groupe industriel européen, et que le gouvernement français n'en est plus actionnaire depuis que vous avez vendu les dernières actions. N'est-ce pas, monsieur Bonrepaux ? Le Luxembourg, lui, est encore actionnaire. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Dès le premier jour, cependant, en tant que partie prenante non actionnaire, nous avons fait entendre notre voix en demandant le projet industriel.

M. Jean Glavany. C'est du blabla !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur Glavany, vous devriez écouter, car j'ai une bonne nouvelle pour vous ! On m'a annoncé ce matin que nous allons enfin avoir ce projet industriel en début de semaine.

Les services de Bercy vont donc poser les questions permettant de défendre l'intérêt national. Par ailleurs, nous avons transposé une directive sur les OPA qui permet aujourd'hui de défendre les entreprises françaises. Ce texte, voté hier au Sénat, reviendra bientôt devant la représentation nationale. Vous voyez que le patriotisme économique existe. Oui, mesdames, messieurs les députés, grâce à notre travail, les entreprises françaises pourront désormais lutter à armes égales avec les autres. Il était temps !
(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Martin](#)

Circonscription : Gers (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2526

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 février 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 février 2006